

PREFECTURE DU VAR

ARRÊTÉ

Le Préfet, Commissaire de la République du Département du VAR,
Officier de l'Ordre National du Mérite ;

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations
classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application
de la loi susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 octobre 1982 autorisant la S.A. ELF-
ANTARGAZ dont le siège social est 4, rue Léon Jost à PARIS, qui exploite, sur le
territoire de la commune de LA GARDE, un dépôt-relais d'hydrocarbures liquéfiés,
à porter la capacité de son dépôt à 500 m3 en vrac et à 150 m3 en bouteilles ;

VU le rapport de M. l'Inspecteur des installations classées en date
du 26 juin 1985 ;

VU l'avis émis par le Conseil départemental d'Hygiène lors de sa
séance du 10 septembre 1985 ;

CONSIDERANT que cet établissement se trouve visé par la directive
européenne n° 82-501/C.E.E. dite "Post-Seveso" ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du VAR ;

ARRÊTÉ :

ARTICLE 1er. - La Société ELF-ANTARGAZ, dont le siège social est à PARIS, 4 rue
Léon Jost, fera réaliser une étude de danger dans l'usine qu'elle
exploite à LA GARDE, zone industrielle de TOULON-Est, lot n° 3.

Cette étude portera sur les ateliers et unités suivantes :

- dépôt de gaz combustibles liquéfiés,
- postes de chargement vrac,
- poste de dépotage.

ARTICLE 2. - Cette étude, réalisée sous la responsabilité de l'industriel exposera
les dangers que peuvent représenter les installations visées à
l'article 1 ci-dessus en cas d'accident et justifiera les mesures propres à en
réduire la probabilité et les effets. Elle précisera notamment, compte tenu des
moyens de secours publics portés à sa connaissance, la consistance et l'organisa-
tion des moyens de secours privés disponibles en vue de combattre les effets d'un
éventuel sinistre. Dans ce cadre, elle développera les points précisés par la
circulaire ministérielle du 28 décembre 1983 (extrait ci-joint).

.../...

ARTICLE 3. - L'étude de danger devra être transmise en cinq exemplaires avant le 30 juin 1986.

ARTICLE 4. - M. le Secrétaire Général de la Préfecture du VAR,
M. le Maire de LA GARDE,
M. l'Ingénieur des Mines, Inspecteur des installations classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Toulon, le **8 NOV. 1985**
Le Préfet, Commissaire de la République,

Pour le Commissaire de la République
Le Secrétaire Général

Bernard DANIEL

POUR AMPLIATION



Pour le Préfet, Commissaire
de la République
Le Chef de Bureau,

Marc GOUGNE